

LE DEVOIR

ACTUALITÉS



PIERREFONDS

Le projet immobilier des rapides du Cheval Blanc est amputé de moitié

L'administration Tremblay a coupé la poire en deux dans le dossier des rapides du Cheval Blanc. Il s'est entendu avec le promoteur pour que celui-ci sacrifie la moitié de son projet immobilier prévu en lieu et place d'une zone inondable.

FRANÇOIS CARDINAL
LE DEVOIR

La Ville de Montréal a mis un terme ces derniers jours aux discussions qu'elle tenait avec le promoteur Hershey Rose, lequel a des visées sur la plaine inondable de Pierrefonds. Ainsi, l'administration Tremblay a réussi à convaincre le promoteur de laisser tomber une partie du projet qu'il souhaitait réaliser sur un vaste terrain situé en bordure des rapides du Cheval Blanc.

Le promoteur en question avait en effet l'intention d'ériger deux tours à logements ainsi que nombre de maisons unifamiliales là où trône actuellement le boisé des rapides du Cheval Blanc. Au total, 360 logements devaient ainsi voir le jour aux dépens d'un peu plus de la moitié du boisé de 12 hectares.

Pour ce faire, M. Rose avait en mains presque toutes les permissions nécessaires, autant celles de l'ex-Ville de Pierrefonds que celles du gouvernement fédéral et de l'ex-Communauté urbaine de Montréal. Même la Ville de Montréal, le 30 mai dernier, avait fait passer sous le coup du bâillon un changement de zonage autorisant la construction des centaines de condos.

Mais pour poser «le premier jalon de sa politique de protection des espaces verts», la Ville a dû reculer dans ce dossier. En ce sens, elle a réussi à trouver un compromis avec M. Rose. Selon l'entente déposée hier soir au conseil municipal, le promoteur pourra aller de l'avant avec les deux premières phases du projet

— la première consiste en la construction de 55 cottages et la deuxième, en l'érection de deux bâtiments contenant au total 96 appartements.

Ces bâtiments seront construits dans un champ sur remblai à bonne distance des berges afin de laisser intacte une zone inondable et un boisé dont la valeur écologique a été attestée par la Ville. Chaque arbre coupé, parce qu'il y en aura tout de même un bon nombre, devra être remplacé par le promoteur.

Par ailleurs, l'entente entre les deux parties prévoit l'annulation de la phase III du projet, soit les deux tours à logements d'une dizaine d'étages que le promoteur avait l'intention de construire directement en bordure de l'eau. Le terrain visé était un remblai décrété zone constructible même s'il empiétait sur la bande riveraine. En outre, le sentier menant aux tours aurait été pavé en pleine zone inondable.

«Cela nous permettra de prolonger la continuité du corridor constitué d'espaces verts tout le long de la berge», s'est félicité le responsable du développement durable au comité exécutif, Alan DeSousa.

Mais puisque dans toute entente entre deux parties il y a un échange, la Ville devra acheter lesdits terrains. Un évaluateur devra fixer un prix dans le prochain mois. Si la Ville n'est pas satisfaite, elle échangera les terrains en bordure de l'eau pour des terrains équivalents ailleurs sur l'île.

Enfin, pour la phase IV, l'entente prévoit un gel du projet (dont la nature n'avait pas encore été arrêtée) le temps que les fonctionnaires municipaux se penchent sur la valeur du boisé inondable qui disparaîtrait.

Pour le chef de l'opposition, Pierre Bourque, la décision de la Ville est très bonne. «C'est une grande victoire pour nous et pour les Montréalais», a-t-il dit qui a alerté l'administration et les médias sur les conséquences environnementales néfastes du projet. Cela dit, M. Bourque ne croit rien de la clause de l'entente qui prévoit le remplacement de tous les arbres coupés par de nouvelles plantations. «C'est une farce. Une forêt qui possède une certaine intégrité ne peut être remplacée par des arbres horticoles», a-t-il dit.

Les États-Unis songent à agrandir la voie maritime

PRESSE CANADIENNE

Duluth, Minn. — Les États-Unis pourraient charger des ingénieurs militaires d'évaluer l'opportunité d'un agrandissement de la voie maritime du Saint-Laurent qui relie l'océan Atlantique aux Grands lacs.

L'étude de 20 millions viserait à estimer les coûts et les bénéfices liés au remplacement des vieilles écluses par de plus grandes, au dragage de chenaux pouvant accueillir de navires à plus fort tirant d'eau, ainsi qu'à l'installation d'équipement permettant de prolonger la saison de navigation.

Les Américains comptent demander au Canada de payer la moitié du coût de l'étude.

Aux États-Unis, certains groupes écologistes ont

déjà fait connaître leur opposition au projet. À leur avis, les travaux envisagés pourraient avoir des conséquences désastreuses sur l'environnement. On craint que tout cela ne facilite la colonisation de l'écosystème par des espèces exotiques — telles que la moule zébrée — qui voyagent dans la cale des navires océaniques.

De plus, le dragage de sédiments contaminés pourrait polluer les cours d'eau et la circulation maritime dérangerait des espèces fragiles.

Le directeur exécutif du port de Duluth, Davis Helberg, rétorque que l'étude prévue évaluerait les risques liés à divers scénarios d'amélioration et permettrait aux gestionnaires de prendre les bonnes décisions pour l'avenir de la voie maritime.

Naphtalène et benzène à Napierville

Les citoyens n'ont pas à craindre pour leur santé en dépit des rejets polluants

LOUIS-GILLES
FRANCOEUR
LE DEVOIR

La contamination des eaux souterraines de Napierville par l'usine Raffinerie de Napierville inc. ainsi que ses rejets actuels de naphtalène et de benzène ne posent pas de problèmes de santé importants à court terme. De plus, les registres régionaux de la santé n'indiquent pas d'excès de cancers ou de cas de sclérose en plaques dans cette région, comme plusieurs citoyens le craignent.

C'est ce qu'indique un rapport de la Direction de la santé publique, remis à la municipalité après avoir été remis aux différents médias au début de la fin de semaine.

Le déversement en 1968 d'une importante quantité de 1,4-dichlorobenzène dans la nappe souterraine locale ne contamine pas présentement les puits municipaux parce que l'usine, qui fabrique notamment des boules à mites, pompe l'eau du sous-sol, ce qui la détourne du puits municipal.

«On ne peut exclure, note le rapport de la DSP, la possibilité qu'une partie de la population de Napierville ait pu consommer une eau contaminée par le 1,4-dichlorobenzène dans le passé. Cependant, le faible niveau auquel on peut percevoir la présence de ce contaminant dans l'eau, à cause de son odeur et de son goût, rend improbable la consommation sur une longue période d'une eau contaminée à des concentrations nocives pour la santé.»

Quant aux émanations actuelles de naphtalène et de 1,4-dichlorobenzène ainsi que de benzène, le rapport de la DSP leur attribue la possibilité de déclencher des irritations passagères ou des crises d'asthme chez des personnes déjà atteintes de ce problème. À long terme, ajoute la DSP, l'exposition chronique aux émissions de benzène à des taux équivalents à ceux d'une grande ville comme Montréal en raison des émissions des véhicules et des systèmes de chauffage, pourraient «accroître le risque de cancer [leucémie] dans la population». Mais ce ne serait pas le cas présentement car, émet la DSP comme hypothèse, il semblerait que «l'émission de benzène soit récente».

EN BREF

Couche d'ozone: le trou se dissipe plus vite

(AP) — Tous les ans, le trou dans la couche d'ozone se dissipe temporairement au-dessus de l'Antarctique, mais cette année le phénomène va commencer cette semaine alors qu'il survient habituellement beaucoup plus tard, prédit l'Institut météorologique royal des Pays-Bas (KNMI). Le phénomène intervient «exceptionnellement tôt cette année, environ deux mois plus tôt que la normale», souligne Henk Eskes, un scientifique du KNMI. Il estime que le trou se divisera en deux demain et continuera ensuite à se réduire. Le trou est également beaucoup moins profond que d'habitude, souligne M. Eskes. Sa profondeur «est inhabituellement faible, environ la moitié de celle recensée en 2001». On observe une lente diminution dans l'atmosphère des substances comme les chlorofluorocarbones (CFC) qui détruisent la couche d'ozone. Mais «cette baisse est trop lente pour expliquer le faible trou d'ozone de cette année», selon M. Eskes. L'explication tiendrait plutôt à des facteurs atmosphériques qui influencent la taille et la durée du trou.

Cours d'automne
Enfants et adolescents

Ateliers de théâtre
pour les 8 à 16 ans

Information : 514 278-3941
Créativité, etc., 101, rue Lapointe, Montréal H3T 2J2 (près rue Saint-Jacques)

Ville de Montréal

Pour annoncer dans ce regroupement, contactez Micheline Ruelland (514) 985-3322 ou à mruelland@ledevoir.com

Université d'Ottawa



Cadre supérieur et lauréat de nombreux prix
David Mitchell
recruté par l'Université d'Ottawa

Le Bureau des gouverneurs de l'Université d'Ottawa et Gilles Patry, recteur et vice-chancelier, sont heureux d'annoncer la nomination de David Mitchell au poste de vice-recteur aux Relations universitaires. Tout au long de sa carrière, M. Mitchell a occupé des postes clés dans les secteurs privé et public, notamment comme cadre supérieur universitaire, homme d'affaires et grand spécialiste en campagnes de financement. À titre de membre de l'Assemblée législative de la Colombie-Britannique de 1991 à 1996, M. Mitchell s'est penché sur la gestion des ressources naturelles, les affaires autochtones, les relations de travail, le commerce international, l'éducation et la réforme parlementaire. C'est également un auteur de renom et un chroniqueur.

Sise en plein cœur de la capitale du Canada, l'Université d'Ottawa est chef de file en éducation, en recherche et en innovation.

Université d'Ottawa
University of Ottawa



Michel David

La binerie

Le tollé soulevé par les propos de Mario Dumont, la semaine dernière, à Québec, avait de quoi étonner. Dès son congrès de fondation, en 1994, l'ADQ a fait de l'abolition de la sécurité d'emploi dans le secteur public un des principaux éléments de son programme. Avec les années, c'est devenu un peu sa marque de commerce.

Ce thème était très populaire chez ceux qui se posaient en représentants de la génération X, victime de l'égoïsme éhonté des babyboomers, qui avaient accaparé tous les emplois dignes de ce nom et s'étaient donné des services chromés en laissant la facture aux générations futures.

À l'époque, le jeune chef de l'ADQ n'était d'ailleurs pas le seul à l'exploiter. Son successeur à la Commission jeunesse du PLQ avait repris le même refrain. Au congrès de mars 1994, les jeunes libéraux avaient même réussi à faire adopter une résolution engageant leur gouvernement à «retirer la sécurité d'emploi aux employés mis en disponibilité qui, après douze mois, n'ont pas trouvé un autre poste». Cinq mois plus tard, en pleine campagne électorale, Daniel Johnson avait dû jurer sur tous les saints du ciel que l'idée de priver les employés de l'État de leur sécurité d'emploi ne lui était «jamais passée par l'esprit».

En 1998, malgré son engagement pour le modèle Harris et sa volonté de diminuer la taille de l'État de 30 %, Jean Charest n'avait pas osé aller aussi loin. Certes, son gouvernement entendait introduire plus de flexibilité dans le système, mais «sans remettre en cause la permanence d'emploi». Pour avoir prédit une véritable guerre avec ceux qu'elle qualifiait de «pousseurs de crayons», la députée de Jean-Talon, Margaret Delisle, a été réduite au silence pendant des années. Depuis ce temps, M. Charest a décrété que la question de la sécurité d'emploi était un «faux débat».

D'un discours à l'autre, Mario Dumont, lui, persiste et signe. Même s'il voulait reculer, ce qui est douteux, il ne le pourrait plus. Peu importe que le problème des prochaines années risque d'être plutôt le recrutement, c'est devenu un véritable credo à l'ADQ. Au reste, les sondages laissent entendre que les fonctionnaires ne lui en tiennent pas rigueur, puisque la région de Québec demeure un des terreaux les plus fertiles pour l'ADQ.

La dernière mouture du programme de l'ADQ, qui remonte au printemps 2001, ne prévoit rien de moins que l'abolition de la sécurité d'emploi pour l'ensemble du secteur public, mais la bouchée paraît un peu grosse à faire avaler. Déjà, les centrales syndicales s'approprient à monter aux barricades pour s'opposer à son «bon d'études» et à l'ouverture du secteur de la santé.

Dans son discours de jeudi dernier, le chef de l'ADQ s'est contenté d'évoquer une réouverture de la Loi de la Fonction publique, l'objectif avoué étant d'effacer des conventions collectives signées avec les 78 000 fonctionnaires et professionnels du gouvernement la clause stipulant que l'absence de travail ne peut être un motif de mise à pied. À la limite, il suffirait qu'un programme soit aboli pour congédier ceux qui y travaillaient.

Pourtant, s'il s'agit réellement d'une question de justice à l'endroit des contribuables, comme le soutient le programme adéquate, tous ceux qui émarquent au budget de l'État ne devraient-ils pas être visés au même titre? Au nom de quel principe certaines catégories d'employés devraient-elles être traitées différemment? Dans l'entourage de M. Dumont, on explique qu'il faut distinguer entre ceux qui rendent des services directs à la population et ceux qui brassent de la paperasse dans leurs bureaux. Comme s'il n'y avait pas de paperasse dans les sociétés d'État ou les universités!

Un gouvernement de l'ADQ «fera en sorte que les conditions de travail en vigueur dans le secteur public soient comparables à celles que l'on retrouve dans le secteur privé», affirme le programme de l'ADQ. S'il fut un temps où les employés de l'État pouvaient apparaître comme des privilégiés, les plus récentes données de l'Institut de la statistique sur la rémunération comparée dans les secteurs public et privé montrent clairement que ce n'est plus le cas.

On doit comparer des choses comparables. Le gouvernement du Québec n'est pas une binerie. L'État doit sans doute veiller à ce que les fonds publics soient bien utilisés, mais il a également des responsabilités à titre d'employeur. À moins que l'ADQ ne veuille également abolir les syndicats, c'est avec le secteur privé syndiqué qu'il convient d'établir une comparaison. En 2001, la rémunération globale dans les entreprises syndiquées de 200 employés ou plus était 11,3 % plus élevée que dans l'administration publique québécoise. Au plan strictement salarial, l'écart était de 14,3 %. Dans le cas des ouvriers, les chiffres étaient de 35,4 % et 41,2 % respectivement.

On ne peut même pas considérer que la sécurité d'emploi dont bénéficient les fonctionnaires soit une forme de compensation. Soit, le gouvernement est en principe à l'abri d'une faillite, mais dans les grosses entreprises syndiquées, les employés bénéficient généralement d'une sécurité d'emploi de fait. De la même façon, le principe de l'ancienneté, que l'ADQ prétend abolir dans la fonction publique, est la règle au sein des entreprises, qui s'en accommodent très bien.

L'ADQ a parfaitement le droit de souhaiter moins d'État, mais pas un moins bon État. Pour être efficace, il faut également être compétent. Dans une situation où la pénurie de main-d'œuvre va accroître la concurrence avec le secteur privé pour le recrutement des meilleurs éléments, préciser le statut des employés de l'État n'augmentera pas sa qualité.

m david@ledevoir.com

LE DEVOIR

ACTUALITÉS

AUTOMOBILE

SUITE DE LA PAGE 1

On tentera aussi de diminuer le caractère polluant de l'essence en augmentant son contenu en éthanol. Ottawa s'était déjà fixé, dans son Plan d'action 2000, l'objectif que 25 % de l'essence consommée au Canada contienne 10 % d'éthanol d'ici à 2010. On veut revoir cette cible.

«On propose d'aller plus loin que ça dans cette démarche. Mais on est toujours à l'étape où on doit faire l'analyse avec l'industrie et voir si c'est possible, réaliste, d'avoir autant d'éthanol.» Cette même source n'a pas voulu confirmer le chiffre avancé par le *Globe and Mail* hier, soit de porter à 50 % l'essence consommée contenant de l'éthanol.

Le cabinet des ministres se rencontre ce matin, et ce sera l'occasion de tenir la première discussion sur le protocole de Kyoto depuis que le premier ministre a annoncé que le Canada le ratifierait, à Johannesburg, il y a trois semaines.

On n'y discutera pas du plan canadien comme tel, qui n'est pas encore arrêté. Ce sera plutôt l'occasion de faire un rapport d'étape sur les consultations qui ont eu lieu jusqu'à présent avec les industries et les groupes de consommateurs, a indiqué au *Devoir* une autre source bien informée.

En vertu du protocole, le Canada devra d'ici à 2010 réduire de 6 % ses émissions de gaz à effet de serre (GES) par rapport à leur niveau de 1990. Ils ont plutôt augmenté depuis.

Depuis que Jean Chrétien a annoncé la ratification de Kyoto, tous les détracteurs de l'entente internationale demandent à Ottawa d'expliquer comment il respectera ses engagements de réduction de GES. Les industries veulent notamment savoir si les particuliers feront eux aussi des efforts, eux qui produisent 28 % des GES. Dans un important discours prononcé à Calgary la semaine dernière, M. Chrétien a clairement indiqué que ce serait le cas, mais il n'a pas donné de chiffre plus précis.

C'est qu'il serait difficile de calculer. «Ça dépend de la définition adoptée, fait-on valoir. Si on met plus d'éthanol dans l'essence, est-ce que c'est un effort fait par l'industrie qui l'a créée, par les distributeurs ou les consommateurs qui l'utilisent?»

EN BREF

Grève des médecins à Terre-Neuve?

St-Jean (T-N) — Les médecins de Terre-Neuve et du Labrador pourraient faire la grève dès le 1er octobre si la province refuse d'augmenter leur salaire pour le rendre équivalent à celui de leurs collègues des autres provinces maritimes. Les 930 médecins de la province sont les plus mal payés du pays, même s'ils font les plus longues heures, affirme le D. John Haggie, président de l'Association des médecins de Terre-Neuve et du Labrador. «C'est la stabilité et viabilité des services médicaux qui est en jeu. Nous ne pouvons pas conserver des normes de services acceptables pour les gens de la province tout en continuant à saigner les médecins.»

Rectificatif

Dans l'édition du 20 septembre dernier, nous avons erronément présenté la sculpture du Jardin Domtar, apparaissant sur une photo en page A 2, comme étant une œuvre amérindienne. Tel n'était pas le cas et nous nous en excusons auprès de son auteur, l'artiste Michel Saulnier.

LE DEVOIR

Les bureaux du *Devoir* sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration: (514) 985-3333

Le site Internet du *Devoir*: www.ledevoir.com

Comment nous joindre?

La rédaction

Au téléphone (514) 985-3333
Par télécopieur (514) 985-3360
Par courrier redaction@ledevoir.com

L'agenda culturel

Au téléphone (514) 985-3346
Par télécopieur (514) 985-3390

La publicité

Au téléphone (514) 985-3399
Par télécopieur (514) 985-3390
Extérieur de Montréal 1-800-363-0305 (sans frais)

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone (514) 985-3344
Par télécopieur (514) 985-3340

Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone (514) 985-3322
Par télécopieur (514) 985-3340

Les abonnements

Au téléphone (514) 985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur (514) 985-5967
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal 1-800-463-7559 (sans frais)

Le *Devoir* peut, à l'occasion, mettre la liste d'adresses de ses abonnés à la disposition d'organisations reconnues dont la cause, les produits ou les services peuvent intéresser ses lecteurs. Si vous ne souhaitez pas recevoir de cette sorte de ces organisations, veuillez en aviser notre service à la clientèle.

Le *Devoir* est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québecor St-Jean, 800, boulevard Industriel, Saint-Jean sur le Richelieu, division de Imprimeries Québecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans le *Devoir*. Le *Devoir* est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Québecor Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Date de publication — Enregistrement n° 0858. Dépot légal: Bibliothèque nationale du Québec.

DUMONT

SUITE DE LA PAGE 1

À la presse anglophone qui insistait pour savoir si Mario Dumont était fédéraliste ou souverainiste, le chef adéquate s'est borné à hausser les épaules en précisant qu'il n'était pas à Toronto pour rassurer qui que ce soit, mais pour faire connaître l'ADQ et son message. Il a donc parlé de prospérité, de réduction de l'interventionnisme économique, de flexibilité réglementaire et d'une nouvelle forme de patriotisme qui passe par la responsabilisation des citoyens.

S'il a indiqué qu'un gouvernement adéquate serait «un participant sérieux et engagé» dans le système politique canadien, ce qu'il a appelé être «un solide partenaire», il a également prévenu l'Ontario que le Québec serait «un féroce compétiteur».

Vraisemblablement, la salle, dominée par des têtes grisonnantes a été sensible à la vision du chef de l'ADQ. L'ancien premier ministre John Turner a apprécié la franchise du politicien de «la nouvelle génération». «Le monde ici était très impatient de connaître son point de vue. Il s'est exprimé de façon franche et logique. Il a été très clair. [...] Il n'a pas parlé de Constitution, mais il a dit: nous serons des partenaires. Pour moi, ça suffit pour le moment», a commenté M. Turner.

Un autre observateur de la scène politique canadienne qui préférerait conserver l'anonymat, a surtout décodé que M. Dumont n'écarterait pas à tout jamais la possibilité d'un référendum en soulignant que «la question constitutionnelle n'est pas sur l'écran radar de l'ADQ comme une grande priorité pour les années à venir».

Eric Bornstein, un homme d'affaires qui était curieux comme bien d'autres d'entendre le politicien le plus populaire actuellement au Québec, a qualifié de «rafraîchissant» les discours de M. Dumont. Paul Demers, attaché politique du premier ministre ontarien Ernie Eves, a utilisé le même qualificatif. «C'est aussi très intéressant d'entendre quelqu'un parler d'économie et [dire] que les gens ont une responsabilité», a ajouté M. Demers.

Quant à savoir si Mario Dumont entend suivre les traces du gouvernement conservateur de l'Ontario qui a procédé à un dégraissage majeur de sa machine, le chef adéquate a rappelé que le contexte québécois était différent même si la semaine dernière il réitérait la nécessité de mettre la hache dans la fonction publique. «Ce qui est important en politique, c'est de faire ce que l'on a promis», a tranché M. Dumont.

Ce dernier a ainsi présenté les quatre grands thèmes qu'un gouvernement de l'ADQ mettrait en avant. Il a d'abord dit souhaiter une plus grande prise en charge individuelle afin de mettre à l'avant-scène le talent des fonctionnaires qui offrent les services publics (en éducation et en santé, par exemple). Il faut éliminer les lourdeurs bureaucratiques, a-t-il répété.

Puis, Mario Dumont a ressorti son idée de libre-choix en santé et en éducation. Il a dénoncé pour une énième fois le système des garderies à 5 \$ où les pa-

rents ont perdu, selon lui, la possibilité de décider où, quand et comment leurs enfants entrent en garderie.

M. Dumont a également souligné qu'un gouvernement adéquate favoriserait l'implication du secteur privé dans le système de santé. Alors que son parti s'apprête à tenir son congrès dans deux semaines sur le thème de la santé, il a indiqué que c'est le financement et non la façon de donner les soins qui définit un service public. Il faut créer des solutions pour financer la santé puisqu'il est hors de question d'augmenter les impôts, a précisé M. Dumont.

Ce dernier s'est ensuite engagé à prendre ses distances des groupes d'intérêts afin d'éviter de tomber dans «la politique traditionnelle» où les partis accumulent des dettes morales pour obtenir un appui électoral.

Finalement, Mario Dumont a parlé de vision à long terme en misant sur le remboursement de la dette du Québec. «Je rejette l'approche gouvernementale du «acheter maintenant, payer plus tard», a-t-il répété.

Ensuite, le chef de l'ADQ a proposé de simplifier la fiscalité qui est encombrée, dit-il, d'exemptions, déductions et autres crédits. La taxe à taux unique, un élément qui apparaît pourtant en bonne place dans le programme adéquate, a été noyée dans les nombreux changements à faire.

Le président de Canam Manac, Marcel Dutil, qui affiche fièrement son appui à «100 % à Mario» et qui a d'ailleurs accepté de présider la campagne de financement de l'ADQ, ne cachait pas hier son enthousiasme devant l'accueil qui a été réservé à M. Dumont. M. Dutil estime que le chef adéquate a l'étoffe d'un premier ministre. «Il a 32 ans. Il sait où il va. Il va rencontrer des obstacles, mais il est honnête», a affirmé l'homme d'affaires québécois.

Un des membres fondateurs de l'ADQ, l'avocat Jacques Gauthier, ne s'attendait pas de la réaction des hommes d'affaires présents au dîner du Canadian Club. «Je pense que les gens ont hâte que l'on passe à autre chose, croit M. Gauthier. [...] Les Québécois peuvent être entrepreneurs. Ils peuvent être créatifs. Ils peuvent donner du fil à retordre à leurs concurrents aux niveaux économique et financier. C'est pour nous [à l'ADQ], un challenge qui est beaucoup plus captivant [que la question constitutionnelle], a-t-il ajouté.

Le président de la Banque nationale du Canada, Léon Courville, que l'ADQ courtise pour être candidat lors des prochaines élections générales, était également présent à cette conférence.

Cette visite au Canadian Club revêtait sans contredit de l'importance pour Mario Dumont et son parti. «C'est important pour les gens de voir que le parti est pris au sérieux et que lorsque l'on est invité aux grandes tribunes du Canada, les gens écoutent», a reconnu M. Dumont.

Chose certaine, comme l'a souligné sourire en coin un observateur québécois au moment de quitter la salle, «Mario Dumont est coiffé comme les gens d'ici aiment».

Menace de grève



DANIEL AGUILAR REUTERS

LA COLÈRE gronde au Mexique où des employés de l'industrie du pétrole ont l'intention d'entamer la grève le 2 octobre prochain. Les syndiqués ont manifesté hier devant le monument de la Révolution à Mexico réclamant des hausses salariales de 15 %. Il s'agirait pour la compagnie pétrolière d'État de la première grève de son histoire.

ACHETEURS

SUITE DE LA PAGE 1

«On n'a pas de chiffres précis, mais il est clair que dans des secteurs comme Notre-Dame-de-Grâce, le Vieux-Montréal et le plateau Mont-Royal, on voit plus de ventes à des acheteurs américains que lors de l'année antérieure», ajoute-t-elle.

Les Européens aussi seraient de plus en plus présents sur le marché montréalais. Et il s'agirait bel et bien de gens qui ne sont pas là pour spéculer, mais qui ont l'intention d'emménager à Montréal, si ce n'est maintenant, au moins à long terme. En attendant, ils mettent leur nouvel achat en location.

À la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL), l'économiste Kevin Hughes indique que l'organisme ne dispose pas de données concrètes sur la présence d'investisseurs étrangers. Mais deux sources laissent entrevoir que quelque chose se passe: «l'information anecdotique, et l'intuition économique qui s'appuie sur le fait que le taux de change est bas. Il y a peut-être là une piste de recherche pour nous», dit M. Hughes.

Ce phénomène de l'achat par des étrangers rejoint par ailleurs celui de la location à court terme tournée spécifiquement vers les gens d'autres pays. Une activité en pleine explosion à Montréal depuis un an, comme le montrait récemment *Le Devoir*, et qui semble indiquer que celle-ci est en train d'acquiescer un nouveau statut comme grande ville du monde.

Prix en hausse

Par ailleurs, dans toutes les grandes villes canadiennes, le marché reste favorable aux vendeurs et les prix ont été à la hausse au cours du dernier trimestre. Ainsi, selon les données de Royal LePage, la valeur de 98,7 % des bungalows, 96 % des maisons à deux étages et 87,7 % des condominiums a augmenté depuis un an au Canada.

À Montréal, le prix moyen d'une maison à deux étages a augmenté de 9 % en un an, passant à 244 125 \$. Un bungalow vaut 5,8 % de plus, atteignant 152 750 \$. Le condo qui, lui, vaut en moyenne 132 300 \$, soit 8,6 % de plus qu'un an, a-t-il noté.

Le marché montréalais reste toutefois plus acces-

sible que celui de Calgary, Victoria, ou Toronto. Dans la capitale ontarienne, le bungalow et la maison à deux étages se vendent plus de 300 000 \$ et le condo se vend à un prix moyen de 196 134 \$. Royal LePage estime toutefois que le marché commence à s'y calmer puisque l'enquête pour une résidence «se fait désormais entre quatre acheteurs, alors qu'elle en comportait huit au cours des mois précédents».

C'est toutefois Vancouver qui bat tous les records: la maison à deux étages y atteint ainsi un prix moyen de 399 809 \$ et le bungalow de 351 137 \$. Là aussi, la présence d'investisseurs étrangers — asiatiques et américains — vient stimuler la demande.

La hausse de prix la plus spectaculaire de la dernière année a toutefois été enregistrée à Ottawa où bungalows et maisons à deux étages ont augmenté en moyenne de plus de 18 %, et de 13,6 % dans le secteur du condo.

Ces données sont toutefois spécifiques à l'activité enregistrée par les agents de Royal LePage au pays. Ainsi, à la Chambre immobilière du Grand Montréal, on confirme la vigueur persistante du marché de la vente. Par contre, la valeur moyenne des propriétés unifamiliales vendues était de 148 000 \$ en août, soit une augmentation de 17 % par rapport aux 126 000 \$ d'août 2001. Un prix moins élevé, donc, que celui noté par Royal LePage, mais une hausse plus importante que les données du courtier.

«Mais on n'est certainement pas dans une bulle spéculative», indique Michel Beauséjour, chef de la direction de la Chambre immobilière. Les maisons surévaluées ne se vendent pas rapidement car le consommateur veut payer le prix du marché.»

Tant Royal LePage que la Chambre immobilière du Grand Montréal et la SCHL prévoient que l'activité immobilière, reventes comme constructions neuves, restera forte jusqu'à la fin de l'année, notamment en raison de la faiblesse des taux hypothécaires.

Au Québec, la bonne tenue de l'économie et la pénurie de logements locatifs expliquent aussi une effervescence que les spécialistes qualifient d'exceptionnelle dans tous les centres urbains, pour tous les types de résidences, ce qui en fait l'un des meneurs du secteur au pays.

TREMBLAY

SUITE DE LA PAGE 1

Sur une période de dix ans, la loi oblige l'administration à arriver à un taux unique en matière de taxation foncière. Mais la loi prévoyait aussi une amorce de péruation en matière de mise à niveau des services.»

M. Zampino n'a cependant pas voulu chiffrer le montant qui sera alloué aux fonds et encore moins la hauteur des sommes dont pourront bénéficier les arrondissements les plus pauvres. Les enveloppes qui seront consenties seront annoncées ultérieurement, tout comme les critères d'admissibilité.

Un écart de près de 150 millions

Pris à la gorge avec un écart à combler de 147,7 millions dans le prochain budget, M. Zampino a donc dû serrer la ceinture des diverses composantes de la Ville de Montréal pour arriver non seulement à éponger ce trou mais également à dégager de l'argent pour créer ces fonds.

Ainsi, en vue de la prochaine année financière, le président du comité exécutif a imposé des mesures de rationalisation aux arrondissements (1 %), aux services centraux (1,5 %) et aux services corporatifs (de 6 à 9 %). En tout, cela générera 45 millions de dollars.

Il faut ajouter à cela un montant de 102,7 millions qui sera prélevé directement dans la colonne des dépenses corporatives de la Ville. «Par exemple, a précisé M. Zampino, nous pourrions avoir une stratégie d'ensemble sur la masse salariale ou une stratégie sur les coûts qu'on a absorbés en matière de transport en commun. Il s'agit de gros chapitres de dépenses, au niveau corporatif, on va donc pouvoir mettre en place des mesures pour stabiliser ces factures.»

Ce vaste exercice financier vise donc à combler l'écart de 147,7 millions, certes, mais surtout à montrer au gouvernement du Québec que la Ville peut, lorsqu'elle s'y met, faire du ménage dans ses dépenses. Rappelons que cela est la condition sine qua non à la signature de «contrats de ville» entre le gouvernement et la Ville de Montréal.

Conclusion du Sommet de Montréal, ces fameux contrats de ville sont une nouvelle façon, pour Québec, de gérer l'argent qu'elle verse à l'administration municipale. Ainsi, après signature (qui devrait avoir lieu d'ici à la fin de l'année), le gouvernement versera à la Ville un montant destiné à un domaine précis puis laissera à l'administration le soin de le dépenser comme bon lui semble. Ce n'est qu'après coup que la Ville devra rendre des comptes sur ses choix selon des indicateurs de performances à définir.

M. Zampino compte beaucoup sur ces contrats pour à la fois éponger l'écart de près de 150 millions du prochain budget et distribuer plus d'argent aux arrondissements qui en ont besoin. «Nous nous sommes engagés à revoir nos façons de faire, à dégager une marge de manœuvre en proposant des gains de productivité et des économies d'échelle», a rappelé M. Zampino. C'est notre façon de contribuer aux contrats de ville. Aussi, le gouvernement va injecter, on l'espère, un montant récurrent dans le budget 2003. [...] Notre intention c'est d'en redonner beaucoup plus en retour aux arrondissements que les 6,5 millions demandés.»

Pour ce faire, la Ville créera deux autres fonds pour épauler les arrondissements. Outre le fonds de péruation et le fonds ponctuel de correction, l'administration Tremblay mettra au monde un fonds de développement pour ajuster la dotation des arrondissements où le développement immobilier a le vent dans les voiles. Ainsi, les nouveaux venus pourront profiter dans les arrondissements de services équivalents à ceux déjà offerts aux contribuables.

Un «fonds particulier» permettra également à la Ville d'allouer un financement supplémentaire à des arrondissements qui ont un projet concret à réaliser et qui a été jugé prioritaire lors du Sommet de Montréal.

Notons finalement que les Montréalais ne connaîtront pas en 2003 de hausses de taxes, sauf celles déjà annoncées en vue de la création d'un taux unique de taxation pour toute l'île. «L'administration a comme engagement clair, net et précis de ne pas augmenter le fardeau fiscal global des contribuables et de ne pas réduire le niveau des services dans les arrondissements», a indiqué M. Zampino. La stratégie budgétaire a été pensée en fonction de cet engagement.»

MÉDECINS

SUITE DE LA PAGE 1

Ils estiment que ce désintérêt envers leurs conditions de travail a permis l'émergence d'une crise généralisée dans les urgences, qui s'est traduite, il y a deux mois, par l'adoption d'une loi spéciale dont ils font les frais aujourd'hui.

En effet, les médecins d'urgence estiment être les principales victimes de cette loi coercitive, car ils sont les premiers à être convoqués par huissier pour dépanner au Saguenay et à Trois-Rivières, là où les effectifs font défaut. Et cela, même si la majorité d'entre eux ont déjà une pratique à temps plein à l'urgence.

«Ce qui a fait déborder le vase, c'est de voir le chef de l'urgence de l'Enfant-Jésus de Québec, un centre de traumatismes majeurs, être obligé d'aller dépanner une urgence mineure à Jonquière. Le résultat c'est que les urgentistes sont encore les premiers pénalisés et que ce sont eux qui vont faire la guerre déclenchée par d'autres», a déploré hier le D^r Bessette.

Selon ce dernier, la FMOQ est incapable de négocier sérieusement pour améliorer la situation dans les urgences, parce qu'elle demeure d'abord préoccupée par les intérêts des médecins travaillant en cabinet privé, qui constituent la majorité de son effectif. «Pour eux, nous sommes une minorité négligeable», estime ce médecin.

Somme toute, les fondateurs du REMUQ demandent à Québec de leur reconnaître un syndicat à part entière, afin que de réelles solutions soient apportées aux problèmes chroniques des urgences. «La crise n'est pas arrivée pour rien. Si ça ne marche pas avec la FMOQ, que le ministre tente une autre solution», relance le D^r Bessette.

EN BREF

Huit sur douze

(PC) — Huit membres du jury ont jusqu'à maintenant été sélectionnés au procès de 13 présumés membres ou associés des Hells Angels, à Montréal. Le candidat retenu hier, en cette sixième journée de sélection des jurés, est un homme de 25 ans qui est technicien en communications. Quatre hommes et quatre femmes ont donc été choisis jusqu'à maintenant.

LE DEVOIR

LE MONDE

ALLEMAGNE

Les Verts négocient avec le SPD la tête haute

AGENCE FRANCE-PRESSE

Berlin — Les Verts allemands, dont le record historique aux législatives de dimanche a sauvé le chancelier social-démocrate Gerhard Schröder, abordent les négociations de coalition en position de force, alors qu'à droite, Angela Merkel s'est imposée hier comme la future chef de file de l'opposition.

«Je suis sûr que nous mènerons des négociations loyales et que les Verts exerceront dans ces pourparlers une influence correspondant à leur part dans les résultats», a déclaré Franz Müntefering, secrétaire général du Parti social-démocrate (SPD) et futur président du groupe parlementaire.

Le SPD, qui avec 38,5 % des voix enregistre une perte de 2,4 points par rapport à 1998, doit sa reconduction au gouvernement à la deuxième composante de la coalition sortante, les Verts, qui ont rassemblé 8,6 % des voix, le meilleur score de leur histoire, supérieur de 1,9 point par rapport au scrutin précédent.

«Nous voulons poursuivre la rénovation de notre pays», a affirmé Joschka Fischer, le populaire ministre des Affaires étrangères et tête de liste des Verts, qui voit en son parti «le plus grand moteur de réforme». Sa reconduite personnelle est d'ores et déjà acquise.

Dans le gouvernement sortant, les Verts dirigeaient trois ministères: les Affaires étrangères, l'Environnement, et l'Agriculture et la Protection des consommateurs. Ils pourraient désormais s'intéresser au portefeuille de la Justice, selon leur entourage.

La ministre de la Justice social-démocrate sortante Herta and Paul Amirian en effet abandonné la partie après les vives tensions avec Washington pour une comparaison supposée entre le président américain George W. Bush et le dictateur nazi Adolf Hitler.

Cette affaire, ainsi que le non catégorique du chancelier à une guerre en Irak érigé comme thème central de la fin de la campagne, ont «empoisonné» les relations entre Washington et Berlin, a estimé à Varsovie Donald Rumsfeld, secrétaire américain à la Défense.

Pour tenter de réparer la porcelaine cassée, Joschka Fischer, qui a toujours eu l'oreille des dirigeants américains, a appelé au téléphone son homologue américain Colin Powell, a indiqué Richard Boucher, porte-parole du Département d'Etat américain.

Pour discipliner sa courte majorité dans la nouvelle chambre des députés, le chancelier a choisi hier l'artisan de sa première victoire, Franz Müntefering.

A droite, la présidente de l'Union chrétienne-démocrate (CDU), Angela Merkel, qui avait été évincée de la course à la chancellerie par Edmund Stoiber, n'a pas attendu longtemps avant de faire savoir qu'elle comptait bien recueillir les fruits de ses efforts. Hier, elle a réclamé et obtenu la tête du président du groupe parlementaire de son parti, Friedrich Merz, et va lui succéder.

Un mini-sommet pour résoudre la crise ivoirienne

AGENCE FRANCE-PRESSE

Rabat — Un mini-sommet sur la situation en Côte d'Ivoire auquel devraient participer le président ivoirien Laurent Gbagbo et sept autres chefs d'Etat africains se réunira le 26 septembre à Marrakech (Maroc), a-t-on annoncé hier de source officielle à Rabat.

Un ministre gabonais a indiqué hier soir à Rabat que la participation du président Gbagbo n'était pas encore acquise. *«Le sommet devra réunir aux côtés du roi du Maroc Mohammed VI et du président gabonais Omar Bongo, le président ivoirien Laurent Gbagbo ainsi que les chefs d'Etat du Sénégal, du Togo, du Burkina Faso, du Congo et du Mali», a indiqué l'agence officielle marocaine MAP citant un communiqué de la présidence gabonaise. Le président Omar Bongo, qui est arrivé hier à Rabat pour un «séjour privé», a pris l'initiative d'organiser ce sommet africain «en accord» avec le roi du Maroc, a-t-on précisé.*

Le ministre gabonais des Affaires étrangères Jean Ping, répondant à des questions de la presse à Rabat, a précisé que la participation du président Gbagbo n'était pas encore acquise hier soir. Il a en revanche assuré que les chefs d'Etat du Sénégal, du Mali, du Burkina Faso et de la République du Congo Brazzaville avaient d'ores et déjà donné leur «accord de principe».

M. Ping a ajouté qu'un représentant de l'Union africaine et qu'un représentant de la France étaient également prévus dans la liste des invités de ce sommet de Marrakech. De très violents tirs étaient entendus hier en début de soirée à Bouaké, deuxième ville de Côte d'Ivoire (nord), ont indiqué des témoins et des sources militaires, interrogées par l'AFP depuis Abidjan.

EN BREF

Attentat manqué de l'ETA ?

Bilbao (AFP) — Une explosion survenue dans une voiture hier soir à Bilbao (pays basque, nord de l'Espagne) a fait deux morts qui pourraient appartenir à un commando de l'organisation séparatiste basque ETA, a-t-on appris auprès de la police basque. L'explosion s'est produite dans un véhicule de location dans un quartier périphérique de Bilbao, a précisé un porte-parole de la police, confirmant une information donnée par une radio locale. La déflagration a complètement déshabillé les corps de, semble-t-il, deux personnes, dont les restes, non identifiés, ont été éparpillés autour du véhicule. Autour de la voiture, la police a notamment découvert un pistolet et des télécommandes pour faire exploser des bombes par radio. La police oriente son enquête sur deux hypothèses: il pourrait s'agir de membres de l'ETA qui «apprêtaient à commettre un attentat» ou bien le copilote était en train de manipuler une bombe qui a explosé, a indiqué le porte-parole de la police basque.

Dans ses ruines, Arafat nargue Israël

Washington critique l'État juif mais promet de s'opposer à une résolution du Conseil de sécurité à son encontre

AGENCE FRANCE-PRESSE

Ramallah — Le président de l'Autorité palestinienne Yasser Arafat, fort du soutien de son peuple et des protestations internationales contre le siège que l'armée israélienne lui impose dans son QG de Ramallah, refusait toujours hier de se plier aux exigences d'Israël.

Les États-Unis, principal allié de l'État juif, ont durci le ton à l'égard d'Israël, estimant que le siège du QG de M. Arafat «va à l'encontre» des efforts déployés en faveur de la paix, même si, devant le Conseil de sécurité de l'ONU réuni à New York, ils ont menacé d'opposer leur veto à un projet de résolution exigeant qu'Israël lève ce siège.

Au quatrième jour du siège de M. Arafat, Israéliens et Palestiniens ont eu un premier contact, sans résultat. Les premiers exigent la liste des quelques 250 personnes se trouvant dans la Moukatta, mais les Palestiniens refusent de la leur fournir.

Israël réclame qu'une vingtaine de ces hommes accusés d'«activités terroristes» se constituent prisonniers.

«La situation est dangereuse, mais notre peuple peut faire face à tous les dangers. Le peuple palestinien a connu des situations pires que celle-ci et s'en est sorti», a déclaré M. Arafat, dans une

message à 3000 manifestants réunis à Bethléem pour le soutenir.

«Nous marcherons sur Jérusalem et l'un de nos enfants hissera le drapeau palestinien sur les murailles de la ville», a encore dit M. Arafat, dont la voix était retransmise par des haut-parleurs.

«Nous, de même que le président Arafat, rejetons toutes les conditions israéliennes», a déclaré le dirigeant palestinien Saeb Erakat, après avoir rencontré M. Arafat dans son QG pour l'informer des discussions qu'il avait eues avec des officiers israéliens.

M. Erakat a été le premier dirigeant palestinien à rencontrer des officiers israéliens depuis jeudi et le premier responsable à être autorisé par l'armée à rencontrer M. Arafat, alors qu'Israël a rejeté une demande en ce sens de l'émissaire européen au Proche-Orient, Miguel Angel Moratinos.

L'appel à la grève lancé par le mouvement Fatah en solidarité avec son chef, M. Arafat, a été largement suivi à Jérusalem-Est et dans la bande de Gaza, où près de 15 000 Palestiniens ont manifesté leur soutien à M. Arafat.

En Cisjordanie, cinq des grandes villes palestiniennes étaient sous couvre-feu. Les territoires ont connu des manifestations depuis samedi soir.

Après deux attentats suicide meur-

triers en Israël en moins de 24 heures, le gouvernement israélien avait décidé jeudi soir d'isoler M. Arafat dans son QG.

La Ligue arabe a demandé une intervention immédiate de l'ONU pour protéger les Palestiniens et permettre la levée du siège de M. Arafat.

Ouvrant les débats, au Conseil de sécurité de l'ONU, le secrétaire général de l'Organisation, Kofi Annan, a appelé Israël et les Palestiniens à abandonner la «politique sans issue» visant à forcer l'autre à la capitulation, avant que le délégué palestinien Nasser Al-Kidwa ne demande l'adoption d'une «résolution claire» en faveur d'un retrait israélien immédiat de la Moukatta (QG).

Neuf morts à Gaza

D'autre part, neuf Palestiniens ont été tués la nuit dernière par des tirs israéliens lors d'une incursion de l'armée israélienne dans le quartier de Choujaya dans la ville palestinienne autonome de Gaza, selon un bilan de source hospitalière palestinienne.

Trois Palestiniens ont d'abord été tués lorsque des chars et des hélicoptères d'assaut ont simultanément ouvert le feu à la mitrailleuse.

Six autres Palestiniens ont ensuite péri quand les chars ont tiré des obus



Le peuple palestinien a connu des situations pires que celle-ci et s'en est sorti, a déclaré M. Arafat.

alors qu'ils se trouvaient dans une rue de leur quartier. Au moins vingt autres Palestiniens ont été blessés durant l'attaque, dont trois sont dans un état critique, a-t-on encore indiqué.

IRAK

Bush et Blair accentuent la pression

AGENCE FRANCE-PRESSE

Washington — Le président George W. Bush a affirmé hier qu'il souhaitait que les Nations unies adoptent «une résolution forte» sur l'Irak, d'ores et déjà rejetée par Bagdad tandis que le secrétaire général de l'ONU Kofi Annan a estimé pour sa part que Bagdad devrait se plier à une éventuelle nouvelle résolution du Conseil de sécurité de l'ONU.

Le premier ministre britannique Tony Blair a réaffirmé qu'il fallait «empêcher» Bagdad de poursuivre son programme d'armement, tandis que pour le ministre russe de la Défense Sergueï Ivanov, «plus tôt» les inspecteurs en désarmement de l'ONU retourneront en Irak, «mieux ce sera».

George W. Bush a maintenu un ton offensif contre le président irakien Saddam Hussein. *«Je veux une résolution forte des Nations unies, une résolution qui demande des comptes à cet homme», a déclaré le président américain lors d'un déplacement à Trenton (New Jersey). Il n'est pas question de négocier avec Saddam Hussein pour savoir ce qu'il faut faire ou ne pas faire», a également déclaré M. Bush, selon lequel le Conseil de sécurité de l'ONU «va décider rapidement s'il doit être utile ou s'il doit être faible».*

Interrogé sur les efforts de Washington pour obte-

nir une nouvelle résolution du Conseil de sécurité, le secrétaire général de l'ONU Kofi Annan a noté que le Conseil était «libre d'adopter n'importe quelle résolution». *«Le secrétariat [général de l'ONU] ainsi que la Commission de contrôle, de vérification et d'inspection des Nations unies (COCOVINU) se plieront à cette résolution et l'Irak devra la faire aussi», a déclaré M. Annan lors d'une conférence de presse.*

Tony Blair, au cours d'une réunion à huis clos avec ses ministres, a dévoilé les grandes lignes d'un document d'une cinquantaine de pages qui doit être publié aujourd'hui, avant un débat extraordinaire au Parlement britannique sur l'Irak. Ce dossier montre que le «problème grave et réel» du programme irakien d'armes de destruction massive s'est renforcé depuis le départ des inspecteurs de l'ONU il y a quatre ans, a expliqué M. Blair, cité par son porte-parole. *«Il ne fait aucun doute qu'en dépit des démentis, des sanctions, des résolutions du Conseil de l'ONU, il [Saddam Hussein] poursuit son programme d'armes de destruction massive», a-t-il dit.*

Les dirigeants présents au 4^e sommet de l'Asem (rencontre Asie-Europe) ont souligné la nécessité d'une solution soutenue par les Nations unies à la crise irakienne, selon le premier ministre danois, Anders Fogh Rasmussen, qui préside actuellement l'Union européenne.

Le «scénario cauchemar» existe aussi

AGENCE FRANCE-PRESSE

Washington — Un ancien général américain a évoqué hier un possible «scénario cauchemar» dans le cas d'une intervention militaire pour renverser le régime de Saddam Hussein, dans lequel les troupes américaines seraient entraînées dans une guerre urbaine pour le contrôle de Bagdad.

«Le scénario cauchemar, c'est de voir six divisions de la Garde républicaine et six divisions lourdes, appuyées par plusieurs milliers de pièces d'artillerie, défendre la ville de Bagdad», a expliqué le général Joseph Hoar, ancien chef (1991-1994) du Commandement central des forces américaines (CENTCOM), lors d'une audition consacrée à l'Irak par la commission des forces armées du Sénat.

«Le résultat serait de nombreuses victimes de chaque côté, de même qu'au sein de la population civile», a-t-il mis en garde. S'il ne fait aucun doute, selon lui, que les

forces américaines finiront par prévaloir, l'ex-général s'est interrogé: *«À quel prix? À quel prix, tandis que le reste du monde observe les obus en train d'exploser dans des quartiers irakiens densément peuplés?»*

Le risque d'une intervention militaire en Irak «peut se mesurer en nombre de vies des hommes et des femmes en uniforme», a-t-il prévenu, en conseillant aux autorités militaires de s'assurer qu'elles disposent «du niveau de forces approprié pour une victoire décisive quelles que soient les circonstances».

L'ancien responsable militaire a aussi fustigé l'excès de confiance de la part de certains responsables politiques et militaires à Washington. *«Il y a des gens dans cette ville qui croient qu'une campagne militaire contre l'Irak ne sera pas trop difficile en raison des énormes avantages technologiques dont nous disposons et de la volonté de certains groupes en Irak de se révolter dès le début des opérations», a affirmé le général Hoar.*

La campagne électorale au Brésil

Lula triomphe sur les ondes

CHANTAL RAYES LIBÉRATION

São Paulo — Il y a encore peu, le programme de propagande télévisée du sénateur social-démocrate José Serra, le candidat gouvernemental à la présidentielle brésilienne du 6 octobre se terminait invariablement sur les mêmes propos. Un homme-tronc martelait: «Si Lula n'a jamais voulu avoir d'expérience dans les affaires publiques, c'est son problème. Mais qu'en guise de première expérience il veuille devenir président de la République, c'est notre problème.» Auparavant, une voix-off avait ridiculisé Luiz Inacio Lula da Silva, candidat du Parti des travailleurs (PT, opposition de gauche) et favori des sondages parce qu'il n'a pas de diplôme universitaire: *«Pour le moindre poste, la mairie de São Paulo, dirigée par le PT, exige un diplôme, railait une présentatrice. Mais Lula affirme, lui, qu'il n'est pas nécessaire d'en avoir un pour être président du Brésil.»*

Mais samedi soir, les attaques ont disparu des espaces télévisés de José Serra. Motif: un sondage publié quelques heures plus tôt montrait une nouvelle progression de Lula. Désormais crédité de 44 % des intentions de vote, son élection dès le premier tour n'est plus impensable. De son côté, Serra, lui-même en proie aux assauts télévisés de ses adversaires, stagne à la deuxième place avec 19 % des intentions de vote.

Lancée la semaine dernière, l'offensive télévisée de Serra, qui espérait entamer ainsi la cote de popularité de son rival pour provoquer un second tour, semble avoir été un échec. Même le slogan selon lequel «le PT que vous voyez à la télé est maquillé, se montrant sympa et modéré pour tenter de gagner les élections», n'a pas dissuadé l'électorat centriste nouvellement rallié à Lula.

Au-delà de la volonté de changement que partagent

70 % des électeurs, il faut voir aussi dans la popularité de Lula le talent de Duda Mendonça, le publicitaire qui a su se servir de la télévision pour promouvoir l'image light du PT et de son candidat. Samedi, la propagande télé du PT montrait le témoignage d'hommes d'affaires, secteur traditionnellement hostile au parti, déclarant qu'ils voteront Lula.

Tous les candidats misent sur l'impact considérable du petit écran dans un pays où la télé est présente dans l'immense majorité des foyers — alors que seuls 19 % de la population lisent les journaux. Le programme de propagande électorale, diffusé trois fois par semaine sur toutes les chaînes de télévision hertziennes du pays, fait figure de «guide électoral», puisqu'il permet notamment de prendre connaissance du programme des candidats. Il enregistre d'ailleurs le double du taux



La monnaie nationale a perdu plus de 4% de sa valeur hier sur le marché des changes.

Des vœux pour la réconciliation en Corée

REUTERS

Copenhague — Les dirigeants de l'Union européenne et de dix pays asiatiques ont appelé hier de leurs vœux une reprise du dialogue entre la Corée du Nord et les États-Unis et ont salué les progrès «encourageants» dans le processus de réconciliation entre les deux Corées.

Le président sud-coréen Kim Dae-jung, initiateur de la politique de la «main tendue» envers Pyongyang, a affirmé au premier jour du sommet de l'Asem, à Copenhague, que les avancées intervenues récemment dans la péninsule coréenne traçaient la voie d'une réunification entre le Sud capitaliste et le Nord communiste.

Dans une déclaration commune, les participants au IV^e sommet de l'Asem disent «espérer que les perspectives d'une reprise du dialogue entre les États-Unis et la Corée du Nord vont continuer de s'améliorer».

George W. Bush a placé la Corée du Nord sur son «Axe du Mal» aux côtés de l'Irak et de l'Iran, mais il a indiqué la semaine dernière lors d'un entretien téléphonique avec le premier ministre japonais, Junichiro Koizumi, qu'il «envisageait sérieusement» de reprendre langue avec le régime nord-coréen.

Les dirigeants européens et asiatiques expriment l'espoir que «tous les problèmes» qui demeurent entre la communauté internationale et le régime de Pyongyang, notamment ceux liés au nucléaire et aux missiles assemblés par le régime nord-coréen, «seront résolus par le dialogue en temps voulu».

Séoul et Pyongyang sont convenus la semaine dernière de rouvrir et de déminer la zone démilitarisée qui les séparent depuis 1953 en vue de l'établissement de liaisons ferroviaires et routières.

L'Asem a également salué le «coup» diplomatique du premier ministre japonais, qui est parvenu à réamorcer le processus de normalisation entre Tokyo et Pékin lors d'une visite historique à Pyongyang la semaine dernière. Les pourparlers entre les deux capitales doivent reprendre en octobre.

LE DEVOIR

LES SPORTS

Nouveau départ pour Labatt



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

LA BRASSERIE LABATT a annoncé hier son retour à la Formule 1 et au Grand Prix du Canada. Jean-Paul Blais, président et chef de l'exploitation de l'événement dont le commanditaire principal reste Air Canada, et Marc Portelance, président-directeur général de la compagnie, n'ont pas dévoilé le montant de l'entente de trois ans. Associée depuis plus de 40 ans à la course automobile au Québec, Labatt avait aidé à transporter l'épreuve sur le circuit de l'île-Notre-Dame à Montréal en 1978 après que les pistes de Mont-Tremblant au Québec et de Mosport en Ontario eurent été déclarées inadéquates. La compagnie devait s'en retirer en 1986. On se souviendra que le brasseur a également été le commanditaire du pilote canadien Gilles Villeneuve durant toute sa carrière dans l'écurie Ferrari ainsi que par la suite de son fils, Jacques, durant ses années chez Williams-Renault.

Canadien 5, Boston 4

Des buts et des bagarres Montréal reste invaincu à l'entraînement

FRANÇOIS LEMENU PRESSE CANADIENNE

Les amateurs de hockey présents au Centre Bell, hier soir, ont assisté à un match typique des rencontres préparatoires. Ils ont eu droit à des buts à profusion ainsi qu'à plusieurs bagarres. Le Canadien l'a finalement emporté 5-4 pour demeurer invaincu en trois matchs (3-0-0) préparatoires.

Mariusz Czerkawski, Matt O'Dette, Ron Hainsey, Doug Gilmour et Mike Ribeiro ont marqué les buts du Canadien. Le but de Ribeiro était un petit bijou réussi à 16:08 de la troisième période.

Jonathan Girard, P.J. Axelsson, Rob Zamuner et Martin Lapointe ont déjoué José Théodore.

Jonathan Girard est un des jeunes défenseurs de l'organisation des Bruins qui cherchent à mériter un poste à Boston. L'absence de Kyle McLaren pourrait lui faciliter les choses. Quoi qu'il en soit, le défenseur de Joliette a retenu l'attention de ses patrons alors qu'il a inscrit le premier but de la rencontre. Un but

assez chanceux, faut-il préciser, puisque son tir a dévié sur Mike Komisarek. José Théodore n'a jamais eu le temps de réagir.

Le Canadien est allé chercher Mariusz Czerkawski chez les Islanders de New York en raison de ses qualités de marqueur. Le Polonais en a fait une belle démonstration lorsqu'il a créé l'égalité au milieu du premier engagement. Revenu devant le filet, Czerkawski a surpris Steve Shield d'un tir sec des poignets. On ne marque pas 35 buts dans la Ligue nationale sans posséder ce genre de talent. S'il peut s'adapter à sa nouvelle position d'ailier gauche, Czerkawski pourrait faire passer de beaux moments aux partisans du Tricolore.

Ron Hainsey est plutôt solide sur patins. Il a accueilli l'attaquant Ivan Hult d'une percutante mise en échec à la ligne bleue du Canadien.

Matt O'Dette est un défenseur que le Canadien a décidé de muter à l'aile droite. En raison de son gabarit (six pieds cinq pouces et 228 livres), O'Dette vise le poste de Gino Odjick.

EN BREF

JO 2004: Nathalie Lambert sera adjointe au chef de mission

(PC) — La triple médaillée olympique Nathalie Lambert sera adjointe au chef de mission de l'équipe olympique canadienne aux Jeux olympiques d'Athènes en 2004. L'ancienne patineuse de vitesse sur courte piste avait remporté une médaille d'or en relais aux Jeux olympiques d'Al-

bertville en 1992 et des médailles d'argent au 1000 mètres et en relais aux Jeux de Lillehammer. Elle a aussi remporté plusieurs titres aux championnats du monde avant de prendre sa retraite en 1998. Elle a été admise au Temple de la renommée de l'olympisme canadien en 1992. «Je suis très heureuse de mériter encore une fois une place au sein de l'équipe olympique. Le défi est encore de taille, mais je me sens prête à le relever sans mes patins! J'ai hâte de revivre l'expérience des Jeux olympiques et d'aider les athlètes, entraîneurs et membres du

personnel de mission à vivre la meilleure expérience olympique possible», a mentionné Lambert, qui est présentement directrice du marketing et des communications pour le Club sportif MAA à Montréal. Lambert travaillera avec le chef de mission David Bedford, de Toronto. «Nous sommes très heureux d'avoir trouvé une chef de mission adjointe qui était avant tout une olympienne accomplie. Elle connaît le sport de haut niveau, le rôle d'entraîneur, et par-dessus tout, la perspective d'une athlète aux Jeux», a déclaré Bedford.

BASEBALL

LIGUE NATIONALE

Table with 4 columns: Team, G, P, Moy. Diff. Rows include Atlanta, Montréal, Philadelphie, Floride, New York.

Table with 4 columns: Team, G, P, Moy. Diff. Rows include St. Louis, Houston, Cincinnati, Pittsburgh, Chicago, Milwaukee.

Table with 4 columns: Team, G, P, Moy. Diff. Rows include Arizona, San Francisco, Los Angeles, Colorado, San Diego.

Hier Houston 8 Milwaukee 6 Arizona à St. Louis

Aujourd'hui

Atlanta à Philadelphie, 19h05 Floride à Montréal, 19h05 N.Y. Mets à Pittsburgh, 19h05 Cincinnati à Chicago Cubs, 20h05 Milwaukee à Houston, 20h05 Arizona à St. Louis, 20h10 Colorado à Los Angeles, 22h10 San Diego à San Francisco, 22h15

LIGUE AMÉRICAINNE

Table with 4 columns: Team, G, P, Moy. Diff. Rows include New York, Boston, Toronto, Baltimore, Tampa Bay.

Table with 4 columns: Team, G, P, Moy. Diff. Rows include Minnesota, Chicago, Cleveland, Kansas City, Detroit.

Table with 4 columns: Team, G, P, Moy. Diff. Rows include Oakland, Anaheim, Seattle, Texas.

Hier Tampa Bay 3 N.Y. Yankees 2

Téléphone: 985-3344 Télécopieur: 985-3340

AVIS LÉGAUX ET APPELS D'OFFRES

Sur Internet: www.ledevoir.com/offres.html www.ledevoir.com/avis.html

AVIS LÉGAUX & APPELS D'OFFRES HEURES DE TOMBÉE. Les réservations doivent être faites avant 16h00 pour publication deux (2) jours plus tard. Publications du lundi: Réservations avant 12 h 00 le vendredi. Publications du mardi: Réservations avant 16 h 00 le vendredi. Tél.: 985-3344 Fax: 985-3340

AVIS À TOUS NOS ANNONCEURS. Veuillez, s'il vous plaît, prendre connaissance de votre annonce et nous signaler immédiatement toute anomalie qui s'y serait glissée. En cas d'erreur de l'éditeur, sa responsabilité se limite au coût de la parution.

MOTS CROISÉS. 1-2-3-4-5-6-7-8-9-10-11-12. Horizontalement: 1. Lien. - Statue représentant une «Vierge de pitié». 2. Vallée sur le flanc d'un anticlinal. - Cuites. 3. Coupe les branches inutiles. - Long sabre. 4. Opposition. - Premier fabricant de pellicule pour le cinéma. 5. Étude scientifique de l'amour physique. 6. Casing. - Sortie. 7. Régime politique. - Eux. 8. Ciboule. - Objet de la pensée (Philos.). 9. Principal constituant des graisses animales. - Art contracté. 10. Cocotte. - Rassembler. 11. Brun-jaune. - Tita-ne. - Sous le sabot du cheval. 12. Équerre. - Chêne vert. - Brasier.

Solution d'hier. Horizontalement: 1. Lien. - Statue représentant une «Vierge de pitié». 2. Vallée sur le flanc d'un anticlinal. - Cuites. 3. Coupe les branches inutiles. - Long sabre. 4. Opposition. - Premier fabricant de pellicule pour le cinéma. 5. Étude scientifique de l'amour physique. 6. Casing. - Sortie. 7. Régime politique. - Eux. 8. Ciboule. - Objet de la pensée (Philos.). 9. Principal constituant des graisses animales. - Art contracté. 10. Cocotte. - Rassembler. 11. Brun-jaune. - Tita-ne. - Sous le sabot du cheval. 12. Équerre. - Chêne vert. - Brasier. Verticalement: 1. Crustacé. - Réceptent.

Appel d'offres

Société immobilière du Québec. La présente publication ne constitue pas un avis d'appel d'offres. Les personnes désirant soumettre une offre doivent se référer aux avis d'appel d'offres diffusés par l'intermédiaire des tablards électroniques CIEC ou MERX. QUÉBEC (1) DOSSIER N° 87597301 Réfection des cheminées au 2700, rue Einstein, Sainte-Foy (Québec). Garantie de soumission: 25 000 \$ Clôture: 2002-10-08 à 15 h à Québec. DOSSIER N° 90373000 Contrat ouvert en serrurerie au 693, rue Saint-Alphonse et au 600, rue du Parc, Thetford Mines (Québec). Clôture: 2002-10-08 à 15 h à Québec. DOSSIER N° 90389701 Déménagement (manutention) au 750, boul. Charest Est, Québec (Québec). Clôture: 2002-10-01 à 15 h à Québec. DOSSIER N° 90739100 Construction d'un édifice (ISO 9002) au 250, rue Saint-Paul, Québec (Québec). Garantie de soumission: 250 000 \$ Clôture: 2002-10-15 à 15 h à Québec. DOSSIER N° 90741700 Amélioration du réseau de chauffage au 900, boul. René-Lévesque Est, Québec (Québec). Garantie de soumission: 12 500 \$ Clôture: 2002-10-10 à 15 h à Québec. DOSSIER N° 90742300 Aménagement au 8400, rue Sous-le-Vent, Chamy (Québec). Garantie de soumission: 5 000 \$ Clôture: 2002-10-17 à 15 h à Québec. MONTRÉAL (2) DOSSIER N° 87143601 (2) et (3) Déménagement (manutention) au 2215, rue Marcel-Laurin, Saint-Laurent (Québec). Garantie de soumission: 15 000 \$ Clôture: 2002-10-04 à 15 h à Montréal. DOSSIER N° 89823700 Entretien des systèmes de protection des personnes et des biens à divers édifices de la région de Montréal (Québec). Garantie de soumission: 13 000 \$ Clôture: 2002-10-10 à 15 h à Montréal. * Les documents seront en vente à compter du 26 septembre 2002. Vente des documents: CIEC 1-800-482-2432 (construction) et MERX 1-800-964-6379 (biens et services). Les documents de soumissions peuvent être consultés aux associations de la construction régionales (projets de construction) et aux adresses suivantes: (1) Bureau des soumissions, 675, boul. René-Lévesque Est, 1er étage, bureau 100, Québec (Québec), (418) 643-5484. (2) Bureau des soumissions, 190, boul. Crémazie Est, 3e étage, Montréal (Québec), H2P 1E2, (514) 873-5485, poste 5622. (3) Direction régionale de Montréal (bureau de Laval), 2800, boul. Saint-Martin Ouest, RC02, Laval (Québec), H7T 2S9, (450) 680-6104. (4) Direction régionale de l'Estrie et de la Montérégie, 200, rue Belvédère Nord, bur. 4.02, Sherbrooke (Québec) J1H 4A9, (819) 820-3192, poste 230. (5) Direction régionale de la Mauricie et du Centre-du-Québec, 100, rue Lavolette, Trois-Rivières (Québec), G9A 5S9, (819) 371-6035, poste 221. (6) Direction régionale du Saguenay-Lac-Saint-Jean et de la Côte-Nord, 3950, boul. Harvey, 3e étage, Jonquière (Québec), G7X 8L6, (418) 695-7927. MAURICIE ET CENTRE-DU-QUÉBEC (5) DOSSIER N° 90741600 Vestiaires muraux pour chambres (Lot 20.29) au 350, rue Marguerite-d'Youville, Nicolet (Québec). Garantie de soumission: 3 000 \$ Clôture: 2002-10-09 à 15 h à Trois-Rivières. SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN ET CÔTE-NORD (6) DOSSIER N° 898509 Modifications au secteur carcéral au 227, rue Racine Est, Chicoutimi (Québec). Clôture: 2002-10-10 à 15 h à Jonquière.

CANADA PROVINCE DE QUÉBEC DISTRICT DE MONTRÉAL NO. 500-05-074190-024 COUR SUPÉRIEURE JEAN-YVES BOULE Créancier DANIELLE BERGERON Débitrice PAR ORDRE DE LA COUR: La débitrice, Danielle Bergeron, est, par les présentes, requise de comparaître, dans un délai de (30) jours de cette publication, personnellement ou par l'entremise de ses procureurs, afin de recevoir signification et prendre copie du préavis d'exercice d'un droit hypothécaire. Une copie du préavis d'exercice d'un droit hypothécaire laquelle a été laissée au greffe de la Cour supérieure, du district de Montréal, à son intention. De plus, PRENEZ AVIS qu'à défaut de vous conformer au présent ordre de la Cour, le créancier procédera à obtenir contre vous un jugement par défaut conforme aux conclusions qu'il sollicite, soit l'inscription au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal et à l'expiration dudit avis de procéder par requête pour prise en paiement de l'immeuble. VEUILLEZ AGIR EN CONSÉQUENCE. Montréal, le 2002 SEP. 18 Marie France Lavoie Greffier adjoint Me Jean-François Goulet, avocat 383, boul. Cartier Ouest Laval, QC H7N 2K5

CANADA PROVINCE DE QUÉBEC DISTRICT DE MONTRÉAL NO. 500-22-075277-023 COUR DU QUÉBEC PRÉSENT GREFFIER ADJOINT COMMISSION DES NORMES DU TRAVAIL PARTIE DEMANDERESSE c. THE CHILD LINK TO SAFETY AND EDUCATION ASSOCIATION PARTIE DÉFENDERESSE ASSIGNATION Ordre est donné à THE CHILD LINK TO SAFETY AND EDUCATION ASSOCIATION de comparaître au greffe de cette Cour situé au 1, Rue Notre-Dame Est, salle 1.100, Montréal, dans les trente (30) jours de la date de publication du présent avis dans le journal LE DEVOIR. Une copie de la présente DÉCLARATION ALLÉGUÉE, AVIS À LA PARTIE DÉFENDERESSE, LISTE DE PIÈCES ET PIÈCES P-1 À P-4 a été remise au greffe à l'attention de THE CHILD LINK TO SAFETY AND EDUCATION ASSOCIATION. Lieu: Montréal Date: 19 septembre 2002 MICHEL PELLERIN GREFFIER ADJOINT

Avis public Ville de Montréal Arrondissement de Ville-Marie Règlement À sa séance du 2 juillet 2002, le conseil d'arrondissement a adopté le règlement CA-24-282.6 intitulé « Règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) », aux fins de déplacer la limite entre 2 secteurs d'usages pour agrandir un secteur de catégorie E.1(1), à même une partie du secteur comportant les catégories H.7 et C.1(1A), du côté est de l'avenue Pierre-Dupuy, au nord de la Cité du Havre. Ce règlement entre en vigueur le 9 septembre 2002, date de la délivrance par la greffière d'un certificat de conformité au plan d'urbanisme, le tout conformément aux articles 137.15 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, et 133 de l'annexe I de la Charte de la Ville de Montréal. Toute personne intéressée peut consulter ce règlement aux bureaux de l'arrondissement situés au 5e étage de la Place Dupuis, 888, boulevard De Maisonneuve Est, station Berri UQAM du métro, et au rez-de-chaussée de l'hôtel de ville, 275, rue Notre-Dame Est, station Champ-de-Mars du métro. Montréal, le 22 septembre 2002 Le secrétaire d'arrondissement Susan Mc Kercher

Environnement Canada Montréal Prévisions météo. Aujourd'hui: Ciel variable max 21. Ce soir: Déjà min 7. Mercredi: Ensoleillé max 21, min 7. Jeudi: Ciel variable max 21, min 8. Vendredi: Ensoleillé max 23, min 13.

La météo en un clin d'œil. Hier: Max. 25, Min. 17, Précip. 6.5 mm. Normales: Max. 17.3, Min. 7.7. Phases de la lune: 9/29, 10/6, 10/13, 10/21. Carte de la région de Montréal montrant les températures prévues.

Canada Le monde. St. John's 22:12, Halifax 20:15, Ottawa 21:19, Toronto 21:19, Winnipeg 10:1, Edmonton 9:4, Regina 10:4, Vancouver 17:7, Whitehorse 12:1, Yellowknife 11:3. New York 25:15, Chicago 17:4, Atlanta 25:19, Miami 31:25, Los Angeles 26:18, Rio de Janeiro 21:18, Amsterdam 17:8, Moscou 10:4, Tokyo 23:19, Sydney 24:12.

Météo Conseil 1-900-565-4455. Parlez directement avec un prévisionniste. Pour le dernier bulletin météo en ligne, consultez le site Web météo à l'URL www.meteo.ec.gc.ca. La météo canadienne sur le Web.

Oxfam Québec 514.937.1614 1.877.937.1614 www.oxfam.qc.ca

Vous pouvez enfin lui confier les emplettes sans crainte! Visez santé... pour faire vos choix-santé.

LE DEVOIR

LES SPORTS

Nouveau départ pour Labatt



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

LA BRASSERIE LABATT a annoncé hier son retour à la Formule 1 et au Grand Prix du Canada. Jean-Paul Blais, président et chef de l'exploitation de l'événement dont le commanditaire principal reste Air Canada, et Marc Portelance, président-directeur général de la compagnie, n'ont pas dévoilé le montant de l'entente de trois ans. Associée depuis plus de 40 ans à la course automobile au Québec, Labatt avait aidé à transporter l'épreuve sur le circuit de l'île-Notre-Dame à Montréal en 1978 après que les pistes de Mont-Tremblant au Québec et de Mosport en Ontario eurent été déclarées inadéquates. La compagnie devait s'en retirer en 1986. On se souviendra que la brasserie a également été le commanditaire du pilote canadien Gilles Villeneuve durant toute sa carrière dans l'écurie Ferrari ainsi que par la suite de son fils, Jacques, durant ses années chez Williams-Renault.

Canadien 5, Boston 4

Des buts et des bagarres
Montréal reste invaincu à l'entraînement

FRANÇOIS LEMENU
PRESSE CANADIENNE

Les amateurs de hockey présents au Centre Bell, hier soir, ont assisté à un match typique des rencontres préparatoires. Ils ont eu droit à des buts à profusion ainsi qu'à plusieurs bagarres. Le Canadien l'a finalement emporté 5-4 pour demeurer invaincu en trois matchs (3-0-0) préparatoires.

Mariusz Czerkawski, Matt O'Dette, Ron Hainsey, Doug Gilmour et Mike Ribeiro ont marqué les buts du Canadien. Le but de Ribeiro était un petit bijou réussi à 16:08 de la troisième période.

Jonathan Girard, P.J. Axelsson, Rob Zamuner et Martin Lapointe ont déjoué José Théodore.

Jonathan Girard est un des jeunes défenseurs de l'organisation des Bruins qui cherchent à mériter un poste à Boston. L'absence de Kyle McLaren pourrait lui faciliter les choses. Quoi qu'il en soit, le défenseur de Joliette a retenu l'attention de ses patrons alors qu'il a inscrit le premier but de la rencontre. Un but

assez chanceux, faut-il préciser, puisque son tir a dévié sur Mike Komisarek. José Théodore n'a jamais eu le temps de réagir.

Le Canadien est allé chercher Mariusz Czerkawski chez les Islanders de New York en raison de ses qualités de marqueur. Le Polonais en a fait une belle démonstration lorsqu'il a créé l'égalité au milieu du premier engagement. Revenu devant le filet, Czerkawski a surpris Steve Shield d'un tir sec des poignets. On ne marque pas 35 buts dans la Ligue nationale sans posséder ce genre de talent. S'il peut s'adapter à sa nouvelle position d'ailier gauche, Czerkawski pourrait faire passer de beaux moments aux partisans du Tricolore.

Ron Hainsey est plutôt solide sur patins. Il a accueilli l'attaquant Ivan Hlum d'une percutante mise en échec à la ligne bleue du Canadien.

Matt O'Dette est un défenseur que le Canadien a décidé de muter à l'aile droite. En raison de son gabarit (six pieds cinq pouces et 228 livres), O'Dette vise le poste de Gino Odjick.

EN BREF

JO 2004: Nathalie Lambert sera adjointe au chef de mission

(PC) — La triple médaillée olympique Nathalie Lambert sera adjointe au chef de mission de l'équipe olympique canadienne aux Jeux olympiques d'Athènes en 2004. L'ancienne patineuse de vitesse sur courte piste avait remporté une médaille d'or en relais aux Jeux olympiques d'Al-

bertville en 1992 et des médailles d'argent au 1000 mètres et en relais aux Jeux de Lillehammer. Elle a aussi remporté plusieurs titres aux championnats du monde avant de prendre sa retraite en 1998. Elle a été admise au Temple de la renommée de l'olympisme canadien en 1992.

«Je suis très heureuse de mériter encore une fois une place au sein de l'équipe olympique. Le défi est encore de taille, mais je me sens prête à le relever sans mes patins! J'ai hâte de revivre l'expérience des Jeux olympiques et d'aider les athlètes, entraîneurs et membres du

personnel de mission à vivre la meilleure expérience olympique possible», a mentionné Lambert, qui est présentement directrice du marketing et des communications pour le Club sportif MAA à Montréal. Lambert travaillera avec le chef de mission David Bedford, de Toronto. «Nous sommes très heureux d'avoir trouvé une chef de mission adjointe qui était avant tout une olympienne accomplie. Elle connaît le sport de haut niveau, le rôle d'entraîneur, et par-dessus tout, la perspective d'une athlète aux Jeux», a déclaré Bedford.

BASEBALL

LIGUE NATIONALE

Table with columns: Section Est, G, P, Moy, Diff. Rows: x-Atlanta, Montréal, Philadelphie, Floride, New York.

Table with columns: Section Centrale, G, P, Moy, Diff. Rows: x-St. Louis, Houston, Cincinnati, Pittsburgh, Chicago, Milwaukee.

Table with columns: Section Ouest, G, P, Moy, Diff. Rows: Arizona, San Francisco, Los Angeles, Colorado, San Diego.

Hier
Houston 8 Milwaukee 6
Arizona à St. Louis

Aujourd'hui
Atlanta à Philadelphie, 19h05
Floride à Montréal, 19h05
N.Y. Mets à Pittsburgh, 19h05
Cincinnati à Chicago Cubs, 20h05
Milwaukee à Houston, 20h05
Arizona à St. Louis, 20h10
Colorado à Los Angeles, 22h10
San Diego à San Francisco, 22h15

LIGUE AMÉRICAINNE

Table with columns: Section Est, G, P, Moy, Diff. Rows: y-New York, Boston, Toronto, Baltimore, Tampa Bay.

Table with columns: Section Centrale, G, P, Moy, Diff. Rows: y-Minnesota, Chicago, Cleveland, Kansas City, Detroit.

Table with columns: Section Ouest, G, P, Moy, Diff. Rows: x-Oakland, Anaheim, Seattle, Texas.

Hier
Tampa Bay 3 N.Y. Yankees 2

Téléphone: 985-3344
Télécopieur: 985-3340

AVIS LÉGAUX ET APPELS D'OFFRES

Sur Internet:
www.ledevoir.com/offres.html
www.ledevoir.com/avis.html

AVIS LÉGAUX & APPELS D'OFFRES
HEURES DE TOMBÉE
Les réservations doivent être faites avant 16h00 pour publication deux (2) jours plus tard.

AVIS À TOUS NOS ANNONCEURS
Veuillez, s'il vous plaît, prendre connaissance de votre annonce et nous signaler immédiatement toute anomalie qui s'y serait glissée.

MOTS CROISÉS
1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12
1 - Lien. - Statue représentant une «Vierge de pitié».

HORIZONTALEMENT
1 - Lien. - Statue représentant une «Vierge de pitié».
2 - Vallée sur le flanc d'un anticlinal. - Cuites.
3 - Coupe les branches inutilisées. - Long sabre.

Appel d'offres
Société immobilière du Québec
La présente publication ne constitue pas un avis d'appel d'offres. Les personnes désirant soumettre une offre doivent se référer aux avis d'appel d'offres diffusés par l'intermédiaire des tablards électroniques CIEC ou MERX.

CANADA PROVINCE DE QUÉBEC DISTRICT DE MONTRÉAL
NO. 500-05-074190-024
COUR SUPÉRIEURE
JEAN-YVES BOULE
Créancier
DANIELLE BERGERON
Débitrice
PAR ORDRE DE LA COUR:

CANADA PROVINCE DE QUÉBEC DISTRICT DE MONTRÉAL
NO. 500-22-075277-023
COUR DU QUÉBEC
PRESENT GREFFIER ADJOINT
COMMISSION DES NORMES DU TRAVAIL
PARTIE DEMANDERESSE

Oxfam Québec
514.937.1614
1.877.937.1614
www.oxfam.qc.ca

Avis public
Ville de Montréal
Arrondissement de Ville-Marie
Règlement
À sa séance du 2 juillet 2002, le conseil d'arrondissement a adopté le règlement CA-24-282.6 intitulé «Règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282)».

Environnement Canada
Montréal
Prévisions météo
Aujourd'hui Ciel variable max 21
Ce soir Déjàgé min 7
Mercredi Ensoleillé max 21, min 7
Jeudi Ciel variable max 21, min 8
Vendredi Ensoleillé max 23, min 13

La météo en un clin d'œil
Hier Normales
Max. 25 17.3
Min. 17 7.7
Precip. 6.5 mm
Phases de la lune
Lever du soleil 6:45
Coucher du soleil 18:48
Indice UV -???

Canada
St. John's 22:12
Halifax 20:15
Ottawa 21:19
Toronto 21:19
Winnipeg 10:1
Edmonton 9:4
Regina 10:0
Vancouver 17:7
Whitehorse 12:1
Yellowknife 11:3
Le monde
New York 25:16
Chicago 17:4
Atlanta 25:19
Miami 31:25
Los Angeles 26:18
Rio de Janeiro 21:18
Amsterdam 17:9
Moscou 10:4
Tokyo 23:19
Sydney 24:12
Parlez directement avec un prévisionniste
Météo Conseil
1-900-565-4455
Pour le dernier bulletin météo en ligne, consultez le site Web météo à l'URL www.meteo.ec.gc.ca